



ÉCONOMIE

Les fonds privés investissent sur l'éducation en Afrique

Les initiatives se multiplient dans l'enseignement supérieur malgré les nombreuses contraintes.

ANNE CHEYVIALLE
@AnneCheyviaille

FINANCE Les besoins d'éducation sont colossaux en Afrique face à l'explosion démographique et l'urbanisation croissante. D'ici à 2030, le nombre d'enfants en âge d'aller à l'école augmentera de plus de 170 millions. « En vingt ans, il faudra former 1 milliard de personnes », ponctue Jean-Michel Huet, du cabinet de conseil Bearing Point. Les financements publics ne peuvent suffire tandis que le manque d'adéquation entre compétences et marché du travail s'aggrave. « Il y a une pénurie importante de techniciens, d'ingénieurs, du niveau bac-2 à bac + 3, des codeurs en informatique, des conseillers agricoles, des comptables... », illustre l'expert.

Le secteur privé prend le relais du public, à travers des initiatives locales, souvent familiales, mais là encore très insuffisantes. L'énorme potentiel commence à attirer les fonds d'investissement étrangers. ECP, l'un des principaux fonds panafricains, a annoncé cette semaine la création d'un holding, AEH, dédié à l'éducation, dotée de deux véhicules, Takafa pour l'Afrique francophone et Maarifa pour la partie anglophone. Trois institutions européennes de développement participent à son financement, dont Proparco, bras armé privé de l'Agence française de développement (AFD) à hauteur de 7 millions de dollars. L'objectif est de développer une plateforme d'universités couvrant plusieurs pays et de former près de 43 000 étudiants au cours des 5 prochaines années.

Takafa compte deux universités,

l'Institut africain de gestion (IAM) au Mali et au Sénégal, qui existe depuis 23 ans. « On veut aider l'IAM à monter en puissance pour devenir une marque régionale, à améliorer l'employabilité des étudiants, et créer des ponts avec l'Afrique anglophone », explique le directeur général de Takafa, Paul Ginies.

Frilosité dans le secondaire

La recherche de synergies à l'échelle régionale est un trait commun des différentes initiatives. C'est le cas de Galileo, leader européen de l'enseignement privé, qui a posé un premier pied sur le continent africain en 2017 en reprenant le groupe ISM Dakar (école de commerce, de droit, sciences politiques...) et vise cinq autres acquisitions d'ici à cinq ans. Lancé de son côté en 2018 par le fonds britannique Actis, Honoris United Universities se présente comme la plus grande plateforme d'enseignement privée panafricaine. « Présents dans dix pays, nous comptons 65 campus, 40 000 étudiants, 10 institutions et 180 diplômes sur plusieurs disciplines : santé, gestions, IT, art et design... », synthétise la directrice du marketing, Laura Kafon. Tous revendiquent des standards éducatifs internationaux dédiés aux classes moyennes. « Nous n'avons pas vocation à être élite », insiste-t-elle. Même son de cloche de Paul Guinies : « On veut servir le plus grand nombre en offrant de la flexibilité, en cours du soir, le week-end » pour un coût mensuel de 150 à 200 euros.

Autre leitmotiv : ils misent sur les nouvelles technologies et le e-

learning pour être plus efficaces et plus rentables. Des solutions indispensables pour répondre au défi majeur des locaux, du matériel et du recrutement des professeurs. Outre ces contraintes, les fonds d'investissement citent la difficulté de trouver des opérations de taille suffisante. Ce qui explique leur frilosité à investir dans l'enseignement secondaire. À l'exception d'Enko Capital (lire ci-dessous) ou d'Africinvest qui a repris deux écoles familiales, la Brookhouse International School au Kenya (2010) et ICS au Ghana (2016) et une troisième sous peu en Côte d'Ivoire. Pendant les cinq ans de gestion, la remise à plat de la gouvernance, du cursus et des infrastructures a permis de doubler l'activité. « Il y a un problème global d'échelle, reconnaît Skander Oueslati, directeur de l'investissement en Afrique subsaharienne chez Africinvest. C'est pour cela qu'on a créé un véhicule d'investissement et qu'on mutualise les expertises. » Il pousse aussi à la création de fondations afin de lever des capitaux pour offrir des bourses. « L'aspect social est important ! », insiste-t-il, faisant là écho aux autres fonds. ■